

Nième intrusion illégale de Greenpeace !

La dérive 'marketing' d'un mouvement jadis respectable...

Ce matin, pour la nième fois, Greenpeace s'est introduit illégalement sur un site nucléaire. Le 'cirque' habituel s'est ordonné selon le rituel désormais bien rodé :

- Greenpeace prévient les autorités, juste avant d'entrer illégalement ;
- Les intrus sont immédiatement repérés par la protection de site ;
- Avant d'être interpellés, ils filment leur 'exploit' du jour, et le transmettent à leur relais Greenpeace attendant à l'extérieur ;
- Lancement du 'buzz' médiatique par leur service communication qui propose aux médias une 'info prête à l'emploi' ;
- Reprise par des chaînes d'info continue avides de 'breaking news' ;
- Communiqué d'EDF dénonçant l'intrusion et précisant l'absence de conséquences sur la sûreté de la centrale ;
- Instruction judiciaire de la plainte déposée, selon un calendrier bien distinct de celui du temps médiatique.

Ainsi, **la soi-disant démonstration de Greenpeace sur la sécurité des centrales françaises ne démontre finalement rien du tout !** Si les gendarmes du PSPG avaient analysé un vrai risque, et pas une mascarade, les intrus auraient sans doute essayé des tirs... A Cruas, comme à Cattenom dernièrement, Greenpeace n'est donc que sur un exercice de communication, et rien d'autre.

Si l'organisation multinationale Greenpeace fait prendre des risques à ses militants, cela la regarde. Mais elle en fait aussi courir aux salariés des centrales, par effet ricochet. Et ça, pour la CFDT, **ce n'est plus tolérable !**

Pour la CFDT d'EDF, au-delà du buzz médiatique généré par ces actions récurrentes, la forme et le fond posent des questions lourdes telles que :

- Que se passera-t-il lorsqu'une organisation terroriste se fera passer pour Greenpeace ?

.../...

Cfdt:

EDF-SA

- Pourquoi Greenpeace ne cible que les centrales françaises pour ses actions de communication ? Serait-ce trop risqué ailleurs ? L'Etat français aurait-il des raisons d'être plus conciliant que d'autres Etats ?
- Pourquoi une organisation autoproclamée 'écologiste' s'acharne t'elle contre un mode de production décarboné qui ne contribue pas au réchauffement climatique ?
- Où est le respect des salariés qui travaillent au quotidien pour une sûreté et une sécurité posées en clé de voûte de leurs métiers ?

Au-delà de ces questions, la CFDT d'EDF a repéré, depuis un moment, un changement de portage stratégique de l'organisation Greenpeace envers le nucléaire civil français.

Cette organisation qui souhaitait démontrer le danger de la filière nucléaire entière, a réalisé qu'il relève d'une probabilité extrêmement faible (le risque zéro n'existant néanmoins pas). Dès lors, Greenpeace, comme d'autres organisations idéologiquement anti-nucléaires, œuvrent désormais pour alourdir significativement les coûts d'exploitation, et rendre ainsi la filière non rentable pour la sortir du jeu.

La fixette actuelle de Greenpeace à propos des piscines de stockage du combustible usagé en est une illustration.

En France, les centrales nucléaires sont surveillées de près par l'Autorité de Sûreté Nucléaire qui a très largement prouvé son indépendance, s'il en fallait, par rapport à l'exploitant EDF. Chaque jour, les salariés des centrales nucléaires doivent montrer « patte blanche » pour pouvoir assurer l'exploitation des CNPE en toute sûreté et sécurité.

Ils n'ont nul besoin qu'une organisation autoproclamée écologiste leur fasse courir des risques, ou leur impose des contraintes supplémentaires, à la seule fin de servir sa propre communication.

La marque commerciale multinationale exploite la sympathie naturelle et historique forgée par ses fondateurs réellement écologistes, qui ont depuis pris de la distance par rapport à l'organisation actuelle.

Afin de vous faire votre propre idée sur la crédibilité de cette organisation, une méthode simple : tapez **financement Greenpeace** sur un moteur de recherche internet !